



CHD Vendée
Etablissement support du GHT Vendée
Les Moudairies
85925 LA ROCHE SUR YON Cedex 9



REGLEMENT DE CONSULTATION - PHASE CANDIDATURE

MARCHE GLOBAL DE PERFORMANCE

AFFAIRE N°2025_TRX_CHD_008
MARCHE GLOBAL DE PERFORMANCE (MGP)

POUR L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION
DU CAMPUS UNIVERSITAIRE VENDÉE SANTÉ

CENTRE HOSPITALIER DÉPARTEMENTAL DE VENDÉE

Date limite de réception des candidatures :

06/06/2025 à 14h00

Nomenclature principale : 45214300 – Construction d'établissement d'enseignement supérieur

Nomenclatures supplémentaires :

- 45111100 Travaux de démolition**
- 71000000 Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection.**
- 50000000 Service de réparation et d'entretien**

SOMMAIRE

Article 1	OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
Article 2	NATURE DE L'OPERATION ET MONTAGE ENVISAGE	4
Article 3	INTERVENANTS.....	5
3.1	Le Maître d'ouvrage	5
3.2	Le Contrôleur technique (CT).....	5
3.3	Le Coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS).....	5
3.4	L'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage	5
3.5	L'Assistant en Ingénierie Contractuelle et Juridique	5
3.6	Le Maître d'œuvre.....	5
Article 4	DESCRIPTION, CALENDRIER ET MODALITES DE LA PROCEDURE	5
4.1	Dispositions générales.....	6
4.2	Déroulement et modalités de la procédure de passation	6
Article 5	Décomposition en lots	8
Article 6	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) - VARIANTES	8
Article 7	Options	8
Article 8	Délai de validité des offres.....	8
Article 9	CONTENU ET MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	9
9.1	Contenu du dossier de consultation	9
9.2	Modalités de retrait du dossier de consultation	9
9.3	Modification de détail au dossier de consultation.....	9
Article 10	CONDITIONS DE PARTICIPATION	10
10.1	Forme juridique de la candidature.....	10
10.2	Pièces relatives à la candidature	11
10.3	Niveau(x) minimum(s) de capacité	14
10.4	Exigences minimales.....	14
10.5	Critères de sélection des candidatures.....	15
10.6	Vérification des candidatures	15
Article 11	INVITATION DES CANDIDATS A SOUMISSIONNER	16
Article 12	PRESENTATION DES OFFRES.....	16
12.1	Présentation des offres initiales	16
12.2	Présentation des offres finales	16
Article 13	CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	16

Article 14	PRIME	17
14.1	Montant de l'indemnité.....	17
14.2	Suppression ou réduction de l'indemnité.....	17
14.3	Versement de la prime.....	17
Article 15	VISITE DE SITE	18
Article 16	CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES.....	18
16.1	Modalités de dépôt	18
16.2	Copie de sauvegarde.....	19
Article 17	REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES	20
Article 18	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	20
Article 19	MODALITES DE RECOURS.....	21
19.1	Instance chargée des procédures de recours	21
19.2	Service auprès duquel les renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours	21

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur un marché global de performance (MGP) au sens de l'article L.2171-3 du code de la commande publique (CCP), pour la conception, la réalisation et l'exploitation-maintenance du Campus Universitaire Vendée Santé du Centre Hospitalier Départemental de Vendée sur la commune de LA ROCHE SUR YON (85).

ARTICLE 2 NATURE DE L'OPERATION ET MONTAGE ENVISAGE

Le Centre Hospitalier Départemental de Vendée souhaite engager une opération d'envergure visant à la création d'un Campus Santé.

Le site du CHD Vendée accueille actuellement l'IFPS dans un bâtiment dédié qui a fait l'objet d'une fermeture à la suite de fortes dégradations constatées sur le bâti. De manière transitoire, les étudiants suivent leur formation dans des bâtiments modulaires ne permettant pas d'assurer la qualité d'enseignement requise.

Par ailleurs, une étude capacitaire a été menée en 2023 dans le cadre d'une projection croissante du besoin de formation.

Il est alors envisagé de démolir le bâtiment actuel puis de reconstruire, sur le même site, un ensemble immobilier permettant de répondre au besoin de l'IFPS mais également de donner une dimension supplémentaire à ce projet en incluant d'autres activités liées à l'intégration des premières années de médecine, la recherche et l'innovation, la formation continue.

Les travaux de démolition font partie du présent marché.

Cette ambition doit se traduire par la création d'un Campus Santé qui accueillera :

- L'IFPS dans la configuration du nouveau capacitaire projeté
- Les formations initiales et continues
- Une unité de recherche et d'innovation
- Une capacité d'accueil d'étudiants en première année et une deuxième années de médecine
- Des tiers lieux :
 - o Incubateur d'entreprise autour des métiers de la santé
 - o Animations inter-universitaires
- Des espaces d'accueils et de vie étudiante

L'opération sera réalisée selon un processus global par la conclusion d'un marché global de performance associant à la conception et à la réalisation des prestations d'exploitation-maintenance décrites au programme afin de remplir des objectifs chiffrés de performance.

Ces objectifs de performance sont notamment les suivants :

- Performances énergétiques
- Performances Exploitation-Maintenance

Lieux d'exécution des prestations : Foncier à libérer dans le cadre des travaux de démolition de l'IFPS actuel – Centre Hospitalier de Vendée – 33 rue du Maréchal Koenig – 85 000 La Roche Sur Yon

Le montant estimé du marché est évalué à : 19 000 000 € HT

A titre indicatif, les prestations commenceront **fin décembre 2025** et la livraison de l'ouvrage est attendu pour **septembre 2027**

ARTICLE 3 INTERVENANTS

3.1 Le Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage de l'opération est le Centre Hospitalier Départemental de Vendée, établissement support du GHT85, qui agit également en tant que pouvoir adjudicateur.

3.2 Le Contrôleur technique (CT)

L'ouvrage à réaliser est soumis au contrôle technique prévu par la loi du 04 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôleur technique est l'entreprise : **en cours de désignation**.

3.3 Le Coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et à ses décrets d'application.

Le coordonnateur est l'entreprise : **en cours de désignation**.

3.4 L'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage

Un Assistant Technique à Maîtrise d'ouvrage accompagnera le CHD Vendée pour les missions de suivi de la procédure de passation sur les aspects techniques et programmatiques, de suivi de la conception, de la réalisation et de l'exploitation-maintenance de l'opération.

L'Assistant technique à maîtrise d'ouvrage est : **en cours de désignation**

3.5 L'Assistant en Ingénierie Contractuelle et Juridique

Un Assistant en Ingénierie Contractuelle et Juridique (AICJ) accompagne le Maître d'ouvrage tout au long du projet et plus particulièrement lors de la procédure de passation, le suivi de la conception, de la réalisation et de réception de l'ouvrage.

L'Assistant en Ingénierie Contractuelle et Juridique (AICJ) est l'entreprise : **Cabinet Clément & Associés**.

3.6 Le Maître d'œuvre

La fonction de Maîtrise d'œuvre est intégrée au groupement Titulaire du Marché Global de Performances (MGP).

Par application de l'article L.2171-7 du Code de la commande publique, les conditions d'exécution du marché global de performance comprennent l'obligation d'identifier une équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception des ouvrages et du suivi de la réalisation.

Les éléments de mission qui seront confiés à cette équipe sont prévus au contrat, dans les conditions des articles D.2171-4 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 DESCRIPTION, CALENDRIER ET MODALITES DE LA PROCEDURE

Le marché à conclure est passé selon une procédure formalisée de type restreint, dite « Procédure avec négociation » (PAN) en application des articles L.2124-3, R.2124-3 3° et R.2161-12 à R.2161-20 du Code de la commande publique (CCP).

Les modalités d'organisation de la procédure sont décrites ci-après.

4.1 Dispositions générales

Le pouvoir adjudicateur peut décider à tout moment de ne pas donner suite à la procédure de passation du marché, il en informe alors les candidats.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité au cours de la procédure d'optimiser, de préciser ou de modifier de manière non substantielle la description des besoins, au travers notamment du programme et du contrat.

4.2 Déroulement et modalités de la procédure de passation

La procédure de passation se déroulera en deux phases :

a. Phase candidature :

- Envoi de l'avis de marché pour publication et mise en ligne du « DCE - Phase Candidature ».
- Réception des candidatures.
- Examen, analyse et vérification des candidatures.
- Choix des 3 candidats admis à participer à la phase offre.

b. Phase offre :

- Le pouvoir adjudicateur invite les candidats sélectionnés en phase candidature à soumissionner et transmet le dossier de consultation des entreprises « DCE – Phase Offre ».
- Organisation d'une visite de site et de présentation du programme.
- Réception des offres initiales.
- Examen et analyse des offres initiales

Conformément à l'article R.2161-17 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut décider de négocier avec tous les soumissionnaires leur offre initiale. Il se réserve toutefois la possibilité de décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Conformément aux articles L.2124-3 et R.2161-17, le pouvoir adjudicateur pourra donc négocier les conditions du marché, à l'exclusion des exigences minimales qui seront identifiées dans le dossier de consultation des entreprises transmis en phase offre (DCE – Phase Offre) et des critères d'attribution fixés au présent Règlement de la consultation « RC – Phase Candidature ».

- Si le pouvoir adjudicateur décide de négocier :
 - o Organisation d'une première session de négociation sur la base des offres initiales.
 - o Information des soumissionnaires de la clôture des négociations et demande de remise d'une offre finale.
 - o Réception des offres finales.
 - o Examen et analyse des offres finales
 - o Audition de présentation des prestations.
 - o Attribution du marché.
 - o Mise au point de marché, le cas échéant.
- Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas négocier :
 - o Audition de présentation des prestations.
 - o Attribution du marché.
 - o Mise au point de marché, le cas échéant.

Il est prévu une procédure avec 1 tour de négociation. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'augmenter ou de diminuer le nombre tours de négociation en cours de consultation.

Par ailleurs, il est prévu que la procédure se déroule en phases successives. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution définis dans les documents de la consultation.

Le contenu exact des offres initiales et des offres finales sera décrit dans le Règlement de la Consultation « RC – Phase Offre », transmis aux opérateurs économiques admis à y participer. Le

degré de détail des documents à présenter au Pouvoir adjudicateur seront les mêmes pour tous les candidats.

Il convient de noter que l'offre initiale sera de niveau Esquisse+ et l'offre finale sera de niveau « APS+ »

Tout au long de la consultation, chaque soumissionnaire est entendu et traité dans des conditions d'égalité :

- Le pouvoir adjudicateur ne peut donner à certains soumissionnaires des informations susceptibles de les avantager par rapport à d'autres.
- Il ne peut révéler aux autres soumissionnaires le contenu des offres ou toute information confidentielle communiquée par un soumissionnaire dans le cadre de la consultation ou de la négociation sans l'accord de celui-ci.
- Le degré de détail des documents à présenter au pouvoir adjudicateur et les délais de convocation aux séances de négociation seront les mêmes pour tous les candidats.

Les séances de négociation seront individuelles, une convocation sera adressée à chaque soumissionnaire. Les délais de convocation seront les mêmes pour tous les candidats.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires des clarifications, des précisions, des compléments ou des perfectionnements sur leur offre initiale ou finale.

Cependant, ces demandes ne peuvent avoir pour effet de modifier les aspects essentiels de l'offre finale, notamment les besoins et exigences indiqués dans les documents de la consultation, lorsque les modifications apportées sont susceptibles de fausser la concurrence ou d'avoir un effet discriminatoire.

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, par application des critères définis au présent règlement de consultation.

Il est précisé qu'en cas d'échec de la mise au point ou en cas d'absence de production des documents nécessaires à la notification du marché à l'attributaire, et jusqu'à l'expiration de la période de validité des offres finales, le pouvoir adjudicateur pourra solliciter le soumissionnaire ayant remis l'offre classée immédiatement après celle de l'attributaire initialement pressenti, en vue de procéder à une nouvelle mise au point.

Cette procédure pourra être reconduite autant de fois que nécessaire, dans la limite de la durée de validité des offres et dans le respect du classement des offres finales.

c. Le calendrier estimé de la consultation

Le calendrier prévisionnel de la procédure est le suivant :

- Date d'envoi de l'avis de publicité : **début mai 2025**
- Date de réception des candidatures : **début juin 2025**
- Date de sélection des candidats : **début juin 2025**
- Date d'envoi des invitations à soumissionner : **fin juin 2025**
- **Visite de site et présentation du projet : début juillet 2025**
- Réception des offres initiales : **début septembre 2025**
- Audition de présentation des prestations et négociation éventuelle* : **mi- septembre 2025**
- Remise des offres finales : **mi-novembre 2025**
- Audition de présentation des offres finales : **début décembre 2025**
- Choix de l'attributaire pressenti : **mi-décembre 2025**
- Mise au point et notification du Titulaire du contrat : **fin décembre 2025**

Le calendrier prévisionnel de la consultation pourra être précisé et/ou modifié en cours de consultation.

d. Jury

Conformément aux dispositions des articles R2171-16 du Code de la Commande Publique, l'acheteur constituera un jury choix dont la composition sera établie selon les dispositions de l'article R2171-17 du même code.

En application de l'article R2171-18 du Code de la Commande Publique, ce Jury sera notamment chargé :

- De dresser un procès-verbal d'examen des candidatures et de formuler un avis motivé sur la liste des candidats à retenir.
- De se prononcer sur les prestations exécutées par les soumissionnaires en offre finale (lors de l'« audition de présentation des prestations »), de dresser un procès-verbal des prestations et d'audition des candidats et de formuler un avis motivé.

e. Durée prévisionnelle du marché

La durée prévisionnelle du marché global de performance est de **93 mois dont 57 mois en tranche ferme**, décomposée comme suit :

Tranche ferme :

- Période 1 « Conception » : **6 mois** à compter de la notification du marché,
- Période 2 « Réalisation » : **15 mois** à compter de l'ordre de service travaux,
- Période 3 « Exploitation et Maintenance » des installations : **36 mois** à compter de la réception,

Tranche optionnelle : Période 3 « Exploitation et Maintenance » des installations : **36 mois** à compter de la fin de la période 3 de la tranche ferme.

La durée prévisionnelle pourra être précisée pendant la consultation.

ARTICLE 5 DECOMPOSITION EN LOTS

Le marché à conclure est un marché global de performance, il n'est pas alloti.

ARTICLE 6 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE) - VARIANTES

Le marché pourra prévoir des prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

Les variantes sont autorisées, dans les conditions qui seront décrites au Règlement de la consultation « RC – Phase Offre ».

ARTICLE 7 OPTIONS

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, 3 ans maximum à compter de la notification du présent marché public.

Par ailleurs, le marché prévoit la mise en œuvre de clauses de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

Le marché est un marché à tranches au sens de l'article R2113-4 du Code de la commande publique.

ARTICLE 8 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des plis.

La date limite de réception des plis s'entend comme la date limite de réception des offres finales.

ARTICLE 9 CONTENU ET MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

9.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation est l'ensemble des documents fournis par l'acheteur ou auxquels il se réfère afin de définir son besoin et de décrire les modalités de la procédure de passation, y compris l'avis d'appel à la concurrence publié au BOAMP et au JOUE. Il est composé des pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la consultation « RC – Phase Candidature ».
 - L'annexe 1 – Tableau de synthèse des candidatures
- Une synthèse programmatique
- Descriptif des locaux à déconstruire

9.2 Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation – phase candidature est téléchargeable directement sur l'adresse du profil d'acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Il est remis gratuitement à chaque candidat. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Conformément à l'article L.2132-2 du Code de la commande publique, les communications et les échanges d'informations effectués dans le cadre de cette procédure de passation sont réalisés par voie électronique.

Dans ce cas, il est recommandé aux opérateurs économiques de renseigner la personne physique chargée du téléchargement du DCE, son nom et son adresse électronique ainsi que le nom de l'organisme du candidat, afin que puissent lui être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation.

Toute modification du dossier de consultation téléchargé sur la plateforme fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité du maître d'ouvrage ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses courriers ou courriels en temps et en heure.

Le dossier de consultation – phase offres sera téléchargeable sur le même profil d'acheteur (PLACE) uniquement par les candidats sélectionnés.

9.3 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres initiales ou finales, des renseignements complémentaires au dossier de consultation. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite de réception des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 10 CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française. Si les pièces sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans la candidature.

Il est souhaité que les candidats joignent à leurs candidatures le cadre de réponse joint au dossier de consultation (Annexe 1) dûment complété.

10.1 Forme juridique de la candidature

Les candidats peuvent présenter une candidature en la forme d'un opérateur économique individuel ou d'un groupement d'opérateurs économiques.

Quelle que soit la forme du groupement (conjoint et solidaire), l'un des opérateurs économiques membres de ce groupement, devra être désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement. En cas de groupement, la forme conjointe avec mandataire solidaire sera imposée par le maître d'ouvrage après l'attribution du marché.

Le pouvoir adjudicateur impose que le mandataire du groupement soit l'opérateur économique qui porte la compétence « **Réalisation de travaux Tous Corps d'Etat** » tel que définie au présent règlement.

En application de l'article R.2142-21 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs candidatures et offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et/ou de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements

L'ensemble des candidats qui se trouveraient dans un ou plusieurs de ces cas sera éliminé ainsi que le ou les groupements dont ils faisaient partie.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public dans les conditions prévues par l'article R.2142-26 du CCP.

Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs.

La candidature, qu'elle soit présentée par un opérateur économique unique ou par un groupement d'opérateurs économiques, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations et leur montant dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

L'équipe candidate devra notamment présenter obligatoirement, la compétence d'un architecte au titre de la compétence « architecturale » qui aura la responsabilité de l'établissement du projet architectural, objet des demandes d'autorisation en application de l'article 3 de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977.

A ce titre, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'une partie de l'exécution est réservée à la profession d'architecte conformément à la loi sur l'architecture précitée.

Par application de l'article 37 du code de déontologie des architectes, l'architecte candidat doit obligatoirement être membre du groupement.

Les candidats peuvent présenter une candidature en la forme d'un opérateur économique individuel ou d'un groupement d'opérateurs économiques.

Il est également rappelé que le titulaire du marché devra confier au moins 20 % de l'exécution du contrat à des petites et moyennes entreprises.

10.2 Pièces relatives à la candidature

Le candidat dénommé « équipe candidate » est composé d'un mandataire et de co-traitants, qui sont membres du groupement, et de prestataires qui, sans être membres du groupement, seront chargés d'une partie de son exécution (sous-traitant présenté au stade de la candidature avec déclaration de sous-traitance et/ou opérateur lié).

Le candidat devra produire pour ces prestataires les mêmes documents que ceux exigés dans le présent avis afin de justifier de leurs capacités techniques et professionnelles et économique et financière.

Il devra également justifier qu'il dispose des capacités de ces prestataires pour l'exécution du marché par tout moyen approprié (déclaration de sous-traitance et/ou engagement concernant l'opérateur lié).

a. Le candidat remettra pour « l'équipe candidate » :

Par application de l'article R.2143-3 du Code de la commande publique, le candidat produit à l'appui de sa candidature :

1. Une **déclaration sur l'honneur** pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 et L.2141-11 du code de la commande publique, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail.

En cas de groupement, sera ou seront annexée(s) à cette lettre la ou les habilitation(s) originale(s) du mandataire dûment signée(s) par les personnes habilitées à engager ses cotraitants.

Pour ce faire, il est proposé aux candidats de recourir au formulaire DC1. Dans le cas d'un groupement d'opérateur économique, un formulaire DC1 commun est produit pour l'ensemble des membres du groupement.

2. L'engagement écrit, justifiant, par tout moyen, qu'il dispose des capacités de prestataires (sous-traitants, opérateurs liés) pour l'exécution du marché.

b. Renseignements concernant l'aptitude à exercer l'activité professionnelle :

Pour le ou les membres portant la compétence « architecturale » : l'inscription à l'ordre des architectes

c. Renseignements concernant la capacité économique et financière :

3. Une déclaration concernant le **chiffre d'affaires global** du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles (2022 – 2023 – 2024) en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

Pour ce faire, il est proposé aux candidats de recourir au formulaire DC2. Dans le cas d'un groupement d'opérateur économique, un formulaire DC2 par opérateur économique composant le groupement est produit.

Si l'opérateur économique présente le chiffre d'affaires du groupe auquel il appartient il devra également présenter le chiffre d'affaires de l'entité qui sera chargée de l'exécution du projet.

4. Les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
Il convient de noter que la remise d'une attestation de garantie décennale est également souhaitée en phase candidature.

d. Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles :

5. Les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants le cas échéant (ou preuve équivalente).
6. L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise (CV), et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public ;

Conformément à l'article R.2142-13 du Code de la commande publique, l'acheteur impose aux candidats qu'ils indiquent les noms et les qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché.

7. L'identification de l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation, conformément aux articles L2171-7 et D2171-4 et suivants du Code de la commande publique.

Les documents attendus des points 6 et 7 visés ci-avant pourront être complétés d'un organigramme du groupement candidat, reprenant l'ensemble des informations précédemment énoncées.

8. Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, en précisant les moyens humains de la structure dédiée à l'opération,

Si l'opérateur économique présente les effectifs du groupe auquel il appartient il devra également présenter les effectifs de l'entité qui sera chargée de l'exécution du projet.

Pour ce faire, il est demandé au candidat de compléter l'Annexe 1 – Synthèse des Candidatures.

9. **Références** : Pour chacune des compétences proposées, l'équipe candidate présentera **ses 3 meilleures références**.
Les références auront été exécutées au cours des 5 dernières années.

Ces références pourront être assorties d'attestations de bonne exécution, indiquant le nom et les coordonnées du maître d'ouvrage, l'intitulé et les principales caractéristiques du projet, le montant des travaux ou le montant annuel des prestations, la surface du projet, les dates de début et fin, la mission réalisée (nature et principales caractéristiques), l'explication du choix de la référence, les références communes.

Pour ce faire, il est demandé au candidat de compléter les Annexes 1 – Synthèse des Candidatures.

Pour la compétence « architecturale », les photos ou fiches descriptives des références de l'architecte seront appréciés.

De plus, la présence de références communes aux différents membres du groupement sera appréciée.

Les références proposées correspondront à des projets de taille et de nature équivalente, et comparables aux « références type » mentionnées ci-après :

Compétences	Références illustrées
Une compétence « Réalisation de travaux »	3 références La pertinence des références sera appréciée selon les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Références en contrat global*- Références de projets de taille** comparable- Référence de projets de complexité*** comparable

Une compétence « Démolition »	3 références La pertinence des références sera appréciée selon les caractéristiques suivantes : - Références de projets de taille** comparable - Référence de projets de complexité*** comparable - Références de projets de nature comparable****
Une compétence « Architecturale »	3 références La pertinence des références sera appréciée selon les caractéristiques suivantes : - Références en contrat global* - Références de projets de taille** comparable - Référence de projets de complexité*** comparable - Références de projets de nature comparable**** Pour les références de l'architecte, l'adaptation de l'écriture architecturale au contexte du projet sera également appréciée.
Une compétence « Ingénierie énergétique et environnementale »	3 références La pertinence des références sera appréciée selon les caractéristiques suivantes : - Références de projets de taille** comparable - Référence de projets de complexité*** comparable - Références de projets de nature comparable****
Une compétence « Études techniques relatives à toutes les techniques de bâtiment »	3 références La pertinence des références sera appréciée selon les caractéristiques suivantes : - Références de projets de taille** comparable - Référence de projets de complexité*** comparable - Références de projets de nature comparable****
Une compétence « Exploitation maintenance multi technique »	3 références La pertinence des références sera appréciée selon les caractéristiques suivantes : - Références de projets de nature comparable**** - Références de projets de taille** comparable - Référence d'exploitation multi-technique

Avec :

- * **Contrat global** : Marché Global de Performance ou Conception Réalisation ou Conception Réalisation énergétique ou Conception Réalisation Maintenance ou Marché de partenariats
- ** **Projet de taille comparable** : bâtiment d'une surface de plancher de **plus de 7000m²**
- *** **Projet de complexité comparable** : en construction **neuve avec un fort enjeu de performances environnementales et énergétiques**
- **** **Projet de nature comparable** : bâtiment de **formation et/ou de recherche**

Des niveaux minimaux de capacités techniques et professionnelles sont prévus à l'article 10.3 du présent règlement de la consultation.

Les formulaires DC cités ci-dessus sont disponibles en ligne sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat?language=fr>

Les renseignements attendus concernant la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles doivent être remis par chacun des membres de l'équipe candidat (cotraitants, sous-traitants ou autres opérateurs liés).

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen et constituant un échange de données structurées, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements prévus au présent marché et au titre de l'article R.2143-4 du CCP.

10.3 Niveau(x) minimum(s) de capacité

Par application de l'article R.2142-2 du Code de la commande publique, l'acheteur fixe des niveaux spécifiques minimaux de capacité liés et proportionnés à l'objet du marché et à ses conditions d'exécution.

Capacité économique et financière : **30 000 000 € HT**

Capacités techniques et professionnelles :

L'équipe candidate présentera des capacités techniques et professionnelles couvrant les compétences suivantes :

- Une compétence « **Réalisation de travaux** »
- Une compétence « **Démolition** »
- Une compétence « **Architecture** »
- Une compétence « **Ingénierie énergétique et environnementale** »
- Une compétence « **Études techniques relatives à toutes les techniques de bâtiment** »
- Une compétence « **Exploitation maintenance** »

Les compétences minimales exigées peuvent être portées par un ou plusieurs opérateurs économiques. Un même opérateur économique peut porter une ou plusieurs compétences.

L'opérateur peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve formelle qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Par ailleurs, en complément des compétences demandées ci-dessus, le candidat pourra compléter sa candidature par toute compétence qu'il juge utile au regard des caractéristiques du projet. Ces compétences seront analysées et jugées sur leur pertinence au regard du projet.

*Les compétences « **Ingénierie énergétique et environnementale** » et « **Études techniques relatives à toutes les techniques de bâtiment** » peuvent être portées soit par un bureau d'étude spécialisé membre de l'équipe candidate, soit par des bureaux d'études internes à la ou les entreprises de travaux membres de l'équipe candidate

10.4 Exigences minimales

Conformément aux articles L.2124-3 et R.2161-17, le pouvoir adjudicateur pourra négocier les conditions du marché, à l'exclusion des exigences minimales et des critères d'attribution fixés au présent Règlement de la consultation « RC – Phase Candidatures ».

Les exigences minimales ne pouvant faire l'objet de négociations sont :

- L'objet du marché
- Les critères de jugement des offres
- Les éléments mis en évidence dans le document « Programme de l'opération » ou le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) qui seront remis aux candidats invités à soumissionner.

Les autres prescriptions figurant dans les documents du marché pourront faire l'objet de discussions lors des négociations.

10.5 Critères de sélection des candidatures

Après examen de la recevabilité de leur candidature au regard des conditions de participation, les candidats seront analysés et classés par application des deux critères pondérés suivants :

Critères	Pondération
1-Capacité professionnelle et technique évaluée au regard de la qualité, de la pertinence et de l'adéquation au projet des références présentées (par compétence exigée)	50.0 %
2- Capacité professionnelle et technique évaluée au regard de la qualité, de la pertinence et de l'adéquation au projet de la composition et des moyens de l'équipe présentée	50.0 %

Le critère n°1 sera apprécié sur la base des références fournies par les seuls membres de l'équipe candidate représentant une compétence minimale exigée, telles que listées à l'article 10.3 ci-avant au regard des références types identifiées à l'article 10.2 du présent Règlement de la consultation.

Le critère n°2 sera apprécié au regard de la composition de l'équipe candidate et des moyens humains de l'ensemble des membres composant l'équipe candidate.

Le pouvoir adjudicateur limite le nombre de candidats admis à soumissionner à : 3 candidats (3 groupements d'opérateurs économiques).

10.6 Vérification des candidatures

Par application de l'article R.2144-5 du CCP, le pouvoir adjudicateur ayant limité, pour la présente consultation, le nombre de candidats admis à poursuivre la procédure, elle opère les vérifications mentionnées à l'article R.2144-4 du CCP, avant envoi de l'invitation à soumissionner.

A ce titre, après analyse des candidatures par application des critères visés à l'article 10.4 du présent règlement de la consultation et classement des candidatures, les 3 candidats placés en meilleure position et retenus pour soumissionner sont tenus de fournir dans un délai raisonnable et identique pour tous, les pièces justificatives suivantes :

- Une déclaration sur l'honneur, comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4.
Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-2 du CCP.
- La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au code de la commande publique.
Le candidat établi à l'étranger produit un certificat délivré par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.
- Un extrait du registre pertinent tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou à défaut un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L.2141-3 du CCP.

- Le cas échéant, si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Par application de l'article R.2142-12 du Code de la commande publique, un justificatif relatif à l'assurance décennale – garanties constructeurs.

Il est souhaité que les pièces soient remises directement dans le dossier de candidature. Les pièces doivent être remises par chacun des membres du groupement, ainsi que, le cas échéant, par les sous-traitants ou autres opérateurs liés.

ARTICLE 11 INVITATION DES CANDIDATS A SOUMISSIONNER

A la suite de l'examen, de l'analyse, du classement et de la vérification des candidatures, le pouvoir adjudicateur invitera simultanément et par écrit les 3 candidats sélectionnés à soumissionner. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de poursuivre la procédure avec les candidats ayant les capacités requises si le nombre de candidats satisfaisant aux conditions de participation est inférieur à trois (3).

La date d'envoi des invitations à participer à la phase offre, mentionnée dans l'avis de publicité, est indicative.

ARTICLE 12 PRESENTATION DES OFFRES

S'agissant d'une procédure restreinte, à ce stade, il n'est pas attendu de remise d'offre.

Le Règlement de la consultation « RC – Phase Offre » précisera le contenu détaillé des offres initiales et suivantes le cas échéant.

12.1 Présentation des offres initiales

Les trois candidats qui auront été admis à soumissionner remettront une offre initiale dans les conditions décrites au Règlement de la consultation – Phase Offre initiale.

12.2 Présentation des offres finales

Si le Pouvoir adjudicateur décide d'engager des négociations et à compter de la décision de clôture desdites négociations le pouvoir adjudicateur invitera les soumissionnaires en lice à remettre une offre finale. Il transmet auxdits soumissionnaires le dossier de demande des offres finales (DDOF).

Le contenu de l'offre finale sera décrit dans l'annexe au Règlement de la consultation – Phase offre finale.

ARTICLE 13 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Pour attribuer le marché au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, le pouvoir adjudicateur appliquera les critères pondérés suivants :

Critères	Pondération
1-Coût global du marché	55.0 %
2-Qualité technique, fonctionnelle et architecturale du projet	15.0 %
3-Performances du projet	10.0 %
4-Phasage des études et travaux, organisation et délai	15.0 %
5-Part d'exécution du marché global confiée aux PME	5.0 %

Les thématiques d'analyses ou sous-critères pondérés seront précisés dans le règlement de consultation « phase offre initiale ».

ARTICLE 14 PRIME

14.1 Montant de l'indemnité

Il est rappelé que la procédure prévoit la remise de prestations. Les offres seront de niveaux « APS+ » Une indemnité d'un montant de **95 000 € HT** sera accordée à chacun des groupements soumissionnaires ayant remis des prestations conformes au règlement de la consultation- Phase Offre

Pour l'attributaire cette indemnité lui sera versée en même temps que les autres candidats. Le montant global et forfaitaire du contrat tiendra compte de l'indemnité reçue par le Titulaire.

Par ailleurs, en vue du règlement de l'indemnité, en cas de groupement, la totalité de l'indemnité sera réglée au mandataire du groupement.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de supprimer ou de réduire le montant de la prime, sur proposition du jury, dans les conditions suivantes :

- En cas d'abandon de la procédure par un groupement soumissionnaire : l'indemnité ne lui sera pas accordée.
- En cas d'abandon de la consultation par le maître d'ouvrage : 50% de l'indemnité sera accordée à chacun des groupements soumissionnaire dans le cas où l'abandon du projet interviendrait avant la remise des offres initiales et 100% de l'indemnité dans le cas où l'abandon du projet interviendrait après remise des offres initiales.
- En cas de non-respect par un groupement soumissionnaires des niveaux de rendu exigés au titre de l'offre initiale ou de l'offre finale : réduction forfaitaire de 1000 € HT par pièce concernée.

14.2 Suppression ou réduction de l'indemnité

Sans préjudice des dispositions de l'article 14.1 ci-dessus, les modalités de réduction ou de suppression de l'indemnité pour les concurrents dont les prestations seraient ou seront reconnues incomplètes ou ne répondant pas au programme ni au Règlement de la consultation « RC – Phase offre », seront appréciées par le Représentant du Pouvoir adjudicateur sur proposition de la commission de choix.

14.3 Versement de la prime

Le paiement, par virement, interviendra dans un délai de 50 jours compté à partir de la date de réception de la facture constitutive de la demande de paiement. Conformément au code de la commande publique, le dépassement de ce délai ouvre de plein droit, et sans autres formalités pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement au taux en vigueur, ainsi que le versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de la procédure
- Les nom, n° Siret et adresse du mandataire du groupement.
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement.

La facturation se fait obligatoirement de manière dématérialisée par le biais du portail CHORUS Pro.

Le portail Chorus Pro est une solution informatique gratuite et sécurisée mise à votre disposition par l'État afin de transmettre les factures sous forme dématérialisée.

Trois modes de transmission sont notamment possibles :

- Le mode « flux » qui correspond à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- Le mode « portail » qui nécessite de la part de l'émetteur la saisie manuelle des éléments de facturation ou le dépôt de la facture dans un format autorisé ;
- Le mode « service » qui nécessite de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Pour toute information, les liens suivants peuvent être consultés : <http://www.economie.gouv.fr/> et https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm

ARTICLE 15 VISITE DE SITE

Il n'y a pas de visite prévue en phase « candidature »

Une visite des lieux sera organisée avant la remise des offres initiales. Les modalités d'organisation de celle-ci seront communiquées dans l'invitation à soumissionner, transmise aux seuls candidats admis à participer à la phase offre.

ARTICLE 16 CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES

16.1 Modalités de dépôt

Les candidatures devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures sur la page de garde du présent document.

Les dates de remises des offres seront précisées ultérieurement aux seuls candidats invités à participer à la phase offre.

Les candidats doivent impérativement choisir pour leur réponse la transmission par voie dématérialisée sur le profil acheteur du maître d'ouvrage, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation, le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une candidature par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence « **CHD VENDEE – CAMPUS UNIVERSITAIRE VENDEE SANTÉ - MGP** ».

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

1. La candidature devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace la candidature précédente.
2. La durée de la transmission est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de sa candidature
3. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs
4. Les documents à fournir, devront l'être sous forme de fichiers informatiques.
5. Seuls les formats de fichiers informatiques de .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip.
6. La plate-forme n'accepte les doubles-compressions : un fichier Zip ne pourra pas être enregistré dans un autre fichier Zip
7. Aucune signature électronique n'est exigée.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Nommage des fichiers

Il est demandé aux soumissionnaires de bien vouloir faire application des recommandations du CIP/ACL concernant la normalisation des noms des fichiers dans le cadre des réponses dématérialisées aux procédures de marchés. Les recommandations sont détaillées dans le Cahier n° 14 d'octobre 2011 du CIP/ACL.

Les fichiers devront être nommés de la façon suivante : <idoe> <idconsult> <nature du fichier <version>

- <idoe> : identifie l'opérateur économique
- <idconsult> : est l'identifiant de la consultation (MGPCUVS)
- <nature du fichier> : est la nature du fichier
- <version> : est le numéro séquentiel, si nécessaire

Ex : « Soumissionnaire_MGPCUVS_DC1 »

L'accès à la plateforme et le recours à la signature électronique sont à la charge des soumissionnaires.

Il appartient aux soumissionnaires de tenir compte, lors de la transmission de leur(s) dossier(s), de la durée du téléchargement qui est fonction du débit d'accès internet dont ils disposent et de la taille des documents qu'ils souhaitent transmettre.

16.2 Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R.2132-11 du Code de la Commande Publique, les candidats peuvent adresser à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établis dans les conditions prévues par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Cette copie est remise dans les délais impartis pour la remise des candidatures :

Par courrier ou en main propre contre récépissé à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL DE VENDEE

Direction des Ressources Matérielles et du Patrimoine – Cellule Juridique Domaine travaux,
Les Oudairies,
85 925 LA ROCHE SUR YON CEDEX 09

Le dépôt doit impérativement se faire du lundi au vendredi de 08H30 à 16H00 (pour la remise sur place) et au plus tard à la date et à l'heure limites qui ont été annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

La copie est transmise dans un pli cacheté comprenant la mention suivante :

**« CHD VENDEE – CAMPUS UNIVERSITAIRE VENDEE SANTÉ - MGP – Copie de sauvegarde –
NE PAS OUVRIR »**

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Le candidat dispose également de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde de sa réponse par voie dématérialisée en application de l'arrêté n°ECOM2308848A du 14/04/2023.

ARTICLE 17 REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES

Dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le titulaire déclare parfaitement connaître les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données (RGPD).

La solution proposée devra respecter les principes de proportionnalité, de minimalisation et de limitation des données personnelles assurant que seules les données pertinentes sont traitées au sein de la solution pour les seules finalités convenues et sous le contrôle des seules personnes ayant à en connaître.

Elle devra intégrer les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données personnelles traitées contre la destruction accidentelle ou illégale, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé.

ARTICLE 18 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'établissement de leur offre, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des plis une demande écrite sur la plateforme de dématérialisation des procédures dans la rubrique « questions » dont l'adresse internet est : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 19 MODALITES DE RECOURS

19.1 Instance chargée des procédures de recours

Le tribunal compétent pour connaître des procédures de recours est :

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'Ile Gloriette
BP 24111
44041 NANTES Cedex 01

19.2 Service auprès duquel les renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours

Le service auprès duquel les renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours est :

Greffe du tribunal administratif de Nantes
6, rue Ile-Gloriette
44041 NANTES
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr
Adresse internet : <https://nantes.tribunal-administratif.fr>
Tel : 02 55 10 10 02
Fax : 02 55 10 10 03


Le Directeur Général du CHD Vendée,
Etablissement support du GHT85,
M. Olivier SERVAIRE-LORENZET

- 6 MAI 2025